

	<p>Web</p> <p>August 14, 2011</p>
---	---

Le capital-investissement en plein boom

Avec 131 fonds d'investissement annoncés depuis 2000, le Maroc fait office de leader régional pour le Capital investissement, un secteur en pleine croissance dans la région MENA. Selon une étude que vient de publier l'Observatoire méditerranéen des investissements, un programme soutenu par ANIMA Invest in Med, le Maroc arrive juste après l'Égypte avec près de 30 fonds qui lui sont consacrés, soit un volume de 1,5 milliard de dollars de fonds levés. Selon le rapport, le secteur qui constitue, une nouvelle niche de développement dans la région a connu une croissance exceptionnelle durant la dernière décennie, en raison de l'arrivée des fonds des pays du Golfe qui ont massivement investi dans la région. Un engouement qui a touché toutes les branches du secteur économique et industriel, en particulier les industries lourdes. Preuve de la vitalité du Capital-investissement, il était l'un des rares secteurs à ne pas souffrir de la crise de 2008 qui a même profité aux investisseurs qui ont su élargir leurs horizons. Selon les experts de l'Observatoire ANIMA-MedFunds, cela s'est également traduit par une réorientation stratégique des fonds annoncés ou levés.

Pour Manal Tabet, chef de projet à Invest in Med, «le secteur du Private Equity méditerranéen, s'il a bien entendu souffert de la crise, n'a pas moins gagné en maturité depuis 2008». Selon le rapport, la situation politico-sociale dans la région aura à cours terme un effet négatif sur les activités du capital-investissement en Méditerranée. L'Observatoire méditerranéens des investissements et partenariats étrangers (ANIMA-MIPO) a, par exemple, enregistré «une baisse de 25% des investissements étrangers au premier semestre 2011 et sur les 11 fonds identifiés annoncés fin 2010 pour 2011, nous savons déjà que trois fonds égyptiens sont en suspens», précise Tabet. Cependant l'impact sera relatif sur la durée, puisque le secteur est en voie de se renforcer, bénéficiant de nombreuses niches de développement.

Levier de croissance pour les PME

Si l'attractivité du Maroc pour les fonds d'investissements a, autant pris de l'ampleur, c'est principalement en raison des spécificités de la structure et de la nature du secteur au royaume. Sur les 130 fonds d'investissements répertoriés dans le pays par l'observatoire ANIMA-MedFunds entre 2002 et 2010, beaucoup se sont orientés vers des «opérations de capital-risque que des investissements de plusieurs dizaines de millions de dollars (Mixta Africa, Veolia Water Maroc, CNIA SAADA, etc.). La valeur des fonds levés ou annoncés au Maroc, dont la moyenne tourne autour des 5 millions de DH, font de ces investissements un puissant levier pour la croissance des PME, précise Manal Tabet. A cela s'ajoute, les efforts du gouvernement dans ce sens, notamment la création dans le cadre du plan «Maroc Innovation», de nouveaux fonds dédiés à financer des projets de R&D portés par des entreprises locales. Autres atouts et pas des moindres, la proportion importante de sociétés de gestion nationales établies dans le pays qui fait que le Maroc est relativement à l'abri des chocs extérieurs susceptibles de bousculer le dynamisme du secteur.

La structuration du secteur au Maroc, une initiative pionnière dans la région, s'inscrit également dans ce large éventail d'opportunités pour le capital-Investissement. C'est ainsi que la création de l'Association nationale de Capital-investissement (l'AMIC), permettra aux opérateurs du secteur de mieux fédérer et défendre cette industrie, notamment à travers leurs forces de propositions sur «la mise en place de plusieurs mesures incitatives pour développer l'industrie du capital investissement au Maroc».

A fin de mieux accompagner la croissance du secteur, Manal Tabet insiste sur la nécessité de «renforcer la communication auprès des PME locales, qui peu familières avec les activités récentes du capital-investissement, sont souvent réticentes à ouvrir leur capital quand elles arrivent à maturité».

«Le printemps arabe aura à court terme un effet négatif sur les activités du capital-investissement»

Manal Tabet

Chef de projet à Invest in Med (Anima Investment Network)

Les Échos quotidien : Comment se porte le secteur du capital-investissement dans la région?

Manal Tabet : Le secteur du capital-investissement a connu une croissance exponentielle entre 2004 et 2008, croissance principalement portée par les pays du Golfe et liée au contexte économique que l'ont connaît, notamment le redéploiement des fonds du Golfe vers la région, la forte croissance économique des pays méditerranéens ou l'assouplissement des régulations liées à l'investissement. On a pu observer, à cette période, un certain engouement pour cette «nouvelle» activité, avec la création de méga-fonds, des investissements de taille importante dans les industries lourdes, l'immobilier ainsi que les infrastructures, et l'adoption d'une stratégie plutôt opportuniste.

Quel a été le véritable impact de la crise de 2008 sur le secteur et ses effets sur l'économie mondiale ?

La crise de 2008, qui a également coïncidé avec la nécessité pour les fonds de «sortir» de leurs investissements, où l'horizon était en moyenne de 5 ans, a mis un net frein à cette tendance : si le nombre de fonds créés depuis 2008 est loin d'être négligeable (120),

nous avons pu observer, à travers l'observatoire ANIMA-Med Funds, une inflexion certaine vers une concentration des activités du Private Equity. C'est-à-dire que les fonds créés sont généralement plus petits en montants visés ou levés, plus sectoriels et plus ciblés géographiquement. Pour ce faire, ils doivent être portés par des équipes plus spécialisées et, donc, dans un sens, plus professionnalisées. Par ailleurs, cela a permis à la région de renforcer son positionnement sur le plan international car moins touchée que d'autres parallèlement mais aussi parce qu'elle a été motivée par l'opportunité de gagner en indépendance et en compétitivité à travers la diversification de l'origine de ses investisseurs. Si les fonds du Golfe restent majoritaires, ils ne sont plus les seuls acteurs. La mise en place d'équipes de gestion basées dans les pays MED et investissant dans leur pays est également un signe de pérennisation et un très bon signal pour le développement ces pays.

Le contexte régional marqué par des soulèvements et des incertitudes liés aux transitions démocratiques en cours au niveau de certains pays, ne risque-t-il pas d'affecter les perspectives du capital-investissement, particulièrement dans les pays du sud de la méditerranée ?

Bien entendu, le printemps arabe aura à court terme un effet négatif sur les activités du capital-investissement en Méditerranée, tout comme sur les autres types d'investissements étrangers. L'Observatoire méditerranéen des investissements et partenariats étrangers (ANIMA-MIPO) a, par exemple, enregistré une baisse de 25% des investissements étrangers au premier semestre 2011. Néanmoins, la particularité du capital-investissement est d'investir sur le moyen ou long termes, et le potentiel méditerranéen devrait, dans les années qui viennent, se renforcer. La région bénéficie en effet d'un grand marché, d'une population jeune, d'une demande croissante en termes de biens de consommation, et de réformes fiscales déjà enclenchées. Dans ce contexte, les changements politiques et sociaux en cours présentent bien au contraire un nouveau potentiel de croissance économique. Les plus téméraires pourraient donc profiter du contexte actuel pour investir sur le long terme, et profiter d'une faible valorisation des entreprises et d'un marché peu exploité. En revanche, la situation est plus difficile pour ceux qui avaient prévu de sortir de leurs investissements, et qui se retrouvent coincés entre deux crises puisque sur les dernières années, 2010 s'est distinguée comme une année particulièrement favorable pour le capital-investissement, avec des bourses dans le rouge, voire temporairement fermées, et des repreneurs potentiels plus frileux.

Quelles appréciations peut-on faire de l'évolution du secteur et quels sont les perspectives du capital-investissement au Maroc ?

Parmi les pays de la région, le Maroc tire bien son épingle du jeu. Il se place en deuxième position des pays arabes méditerranéens (après l'Égypte), avec près de 131 fonds qui auraient été susceptibles d'y investir depuis 2000. Contrairement à l'Égypte qui fait appel à des investissements plus importants, et souvent plus opportunistes, la grande majorité des investissements se situe au Maroc en dessous de 5 millions de dollars, ils sont par conséquent plus susceptibles de toucher les PME locales. Le Maroc se distingue également des autres pays de la région par la proportion de sociétés de gestion nationales établies dans le pays, avec 27 des 30 fonds consacrés au pays qui sont gérés nationalement, ainsi que par la relative absence de fonds du Golfe. Les fonds actifs dans le pays sont principalement établis au Maroc même ou en Europe, à l'exception de quelques fonds sud-africains ou nord-américains. Le secteur est également plus structuré, que dans les autres pays avec plus d'incitations financières et bénéficie d'un important soutien de la part de l'Etat marocain.

<http://www.lesechos.ma/component/content/article/62-analyse/13551-le-capital-investissement-en-plein-boom.html>